

Gestion durable : notions et conséquences sur les pratiques

par Hervé BREDIF

Des multinationales aux groupes anti-mondialisation en passant par les autorités publiques et les organismes scientifiques, chacun ou presque place actuellement ses orientations stratégiques, ses engagements politiques et son action au quotidien sous la bannière du développement durable. En ces temps de grand relativisme affleure ainsi un étrange îlot de concorde universelle. Un nouvel impératif catégorique serait-il en passe d'émerger, comme le suggère le titre de cette huitième édition de Foresterranée : *"Espaces naturels et forestiers méditerranéens : l'impératif de la gestion durable" ?*

Les apparences sont trompeuses et la gestion durable n'y fait pas exception : la première partie montre comment l'impératif de la gestion durable donne lieu en fait à une grande diversité d'approches. La seconde partie précise les grandes caractéristiques des démarches internationales en matière de gestion durable, avant de souligner leur propension à conjuguer principalement la gestion durable à l'impératif. Enfin, dans une troisième et dernière partie, les singularités des espaces forestiers méditerranéens aideront à prendre un peu de recul par rapport aux démarches actuellement dominantes en matière de gestion durable ; des dimensions essentielles du débat seront retrouvées.

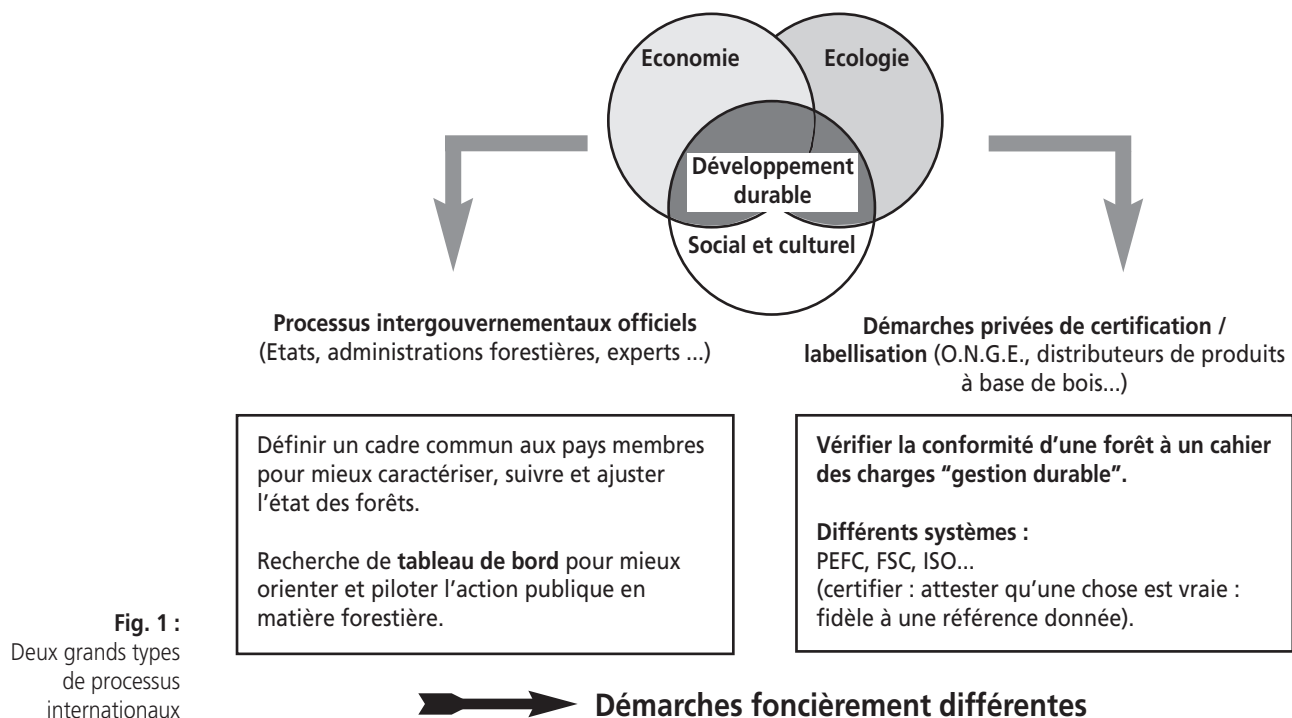


Fig. 1 :
Deux grands types
de processus
internationaux

Un impératif sujet à des interprétations variées

A bien y regarder, l'unicité du vocable masque une grande diversité d'interprétations. Le secteur forestier l'illustre à merveille, la notion de durabilité y prenant des formes à la fois singulières et oh! combien diversifiées. Quelques exemples l'illustreront.

● A supposer que le terme "durable" soit pris dans son sens le plus littéral et en l'accollant tel que à forêt, la "forêt durable" devient une forêt qui dure, c'est-à-dire une forêt qui ne disparaît pas du jour au lendemain, mais s'inscrit au contraire dans le temps long de l'histoire. La meilleure garantie de forêt durable qui vient alors à l'esprit des promoteurs de cette conception provient du régime juridique de protection qui assure un maintien du couvert forestier. En comparaison, la déforestation non contrôlée qui sévit dans certaines parties du monde, notamment en zone tropicale, fera de ces forêts, des "forêts non-durables". Ainsi, pour de nombreux acteurs forestiers, le questionnement de la durabilité appliqué aux forêts européennes apparaîtra au mieux comme une redondance, au pire comme un non-sens, voire une

profonde injustice. Appliquée aux forêts méditerranéennes, cette approche aboutit à une sorte d'impasse : l'incendie, que d'aucuns considèrent comme une composante à part entière des écosystèmes méditerranéens, en fait des forêts non-durables puisqu'il peut d'un moment à l'autre les réduire à néant.

● Soit maintenant la forêt assimilée à un écosystème considéré en termes de flux de matière, d'énergie, de dynamique des populations et d'interactions entre espèces. Se préoccuper de la durabilité de la forêt conduit à poser la question de la durabilité de l'écosystème, c'est-à-dire de "*la capacité de l'écosystème à se reproduire et à conserver l'intégralité de ses potentialités dans le temps*". De là, des programmes scientifiques qui s'intéressent aux flux de matières, de nutriments, aux dynamiques des populations et aux relations entre espèces et s'emploient à tester, selon les différents modes de traitement sylvicoles, quels sont ceux qui assurent un retour à l'équilibre, ceux qui au contraire engendrent des déperditions de matière, de gènes ou d'espèces. Une telle conception, centrée sur la forêt et l'écosystème forestier, conduit à qualifier de non-durables certains modes de sylviculture ou d'exploitation forestière quand ils entraînent par exemple une dégradation irréversible des sols ou un

appauvrissement de la diversité génétique ou spécifique. Dans le cas des forêts méditerranéennes, cette approche conduit certains scientifiques à assimiler la problématique de la gestion durable à celle de la résilience : "à quelles conditions un écosystème forestier méditerranéen peut-il recouvrir ses pleines composantes et potentialités après le passage d'un incendie ?"

● A considérer maintenant la forêt dans ce qu'elle fournit à la société comme ressources naturelles, la question de la durabilité devient : *"quelle intensité d'exploitation ou, mieux, de prélèvement de ces ressources est envisageable afin de préserver leur caractère renouvelable, c'est-à-dire sans dépasser un seuil à partir duquel, la loi des rendements décroissants s'applique ?"* Cette question est familière aux forestiers qui l'ont posé depuis longtemps en termes de rendement soutenu. Elle est formulée de manière plus générale aujourd'hui par l'économiste quant il a pour souci un mode de gestion soutenable (une traduction que d'aucuns trouvent plus juste de l'anglais « sustainable »), étendu à l'ensemble des ressources naturelles (eau, espèces, sol...). Cette approche diffère de l'approche scientifique précédente dans la mesure où elle cherche également à répondre à des besoins humains, plus ou moins connus et explicites. *La solution recherchée réside ici dans la recherche d'un "bon équilibre" entre ce que la nature peut fournir et ce dont l'homme a besoin.* La gestion durable est alors assimilée à une "bonne gestion forestière" ou à une gestion en bon père de famille qui assure une renouvelabilité correcte du patrimoine forestier et des ressources qu'il génère.

● Pour d'autres acteurs, la problématique de la durabilité ne saurait se limiter à un questionnement scientifique sur les conditions de pérennité d'un écosystème ou à l'approche de l'économiste en termes de besoins économiques à satisfaire sous contrainte environnementale. Réfléchir à la durabilité suppose de réinscrire « l'objet forestier » dans le contexte plus vaste de la société, de son imaginaire et de ses représentations multiples. Partant de l'idée que des facteurs économiques, mais aussi sociaux et culturels influent sur la nature et le devenir des espaces forestiers, ces personnes considèrent que la problématique de la durabilité n'est plus alors seulement l'affaire des sciences de la nature et/ou de l'économie, elle

demande également d'être éclairée par la contribution des sciences humaines.

● D'aucuns considèrent enfin que la durabilité relève au moins autant d'un choix de société que d'une démarche de connaissance. Elle renvoie ainsi à des considérations politiques, dans le sens fort du terme, puisqu'il ne s'agit pas moins que de se demander : "quelles forêts voulons-nous vraiment?" Le présupposé de cette approche peut se résumer ainsi : c'est seulement en cherchant à répondre conjointement à l'ensemble des besoins et attentes des différents courants qui parcourent une société humaine qu'il est raisonnable d'espérer en retour que celle-ci s'implique avec vigueur et lucidité aux côtés des acteurs forestiers afin de mieux gérer la complexité forestière. La question de l'investissement de la société dans son ensemble sur la question forestière est donc au cœur des préoccupations des tenants de cette approche. Ceux-ci s'intéresseront donc tout particulièrement aux processus de décision en matière de gestion forestière et à leur capacité d'impliquer d'autres acteurs de la société que les seuls gestionnaires et propriétaires directs. *La problématique de la durabilité revient alors à poser la question essentielle des conditions et des moyens nécessaires pour que des acteurs aux intérêts a priori différents parviennent à s'impliquer ensemble pour mieux porter un projet forestier global.*

Face à cette diversité de conceptions, quelle attitude adopter ? Plutôt que de se demander quelle est la bonne conception, ce qui reviendrait à rejeter les autres au nom de principes discutables, mieux vaut reconnaître que chacune a le mérite de mettre l'accent sur une dimension essentielle. D'ailleurs, chacune de ces approches est parfaitement légitime pour dire qu'elle s'inscrit bien dans l'optique du développement durable posée à Rio, la définition officielle stipulant : « *par développement durable, on entend un développement qui répond aux besoins du présent sans pour autant compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs* ». De même qu'un arbre ne résume pas à lui seul la forêt, aucune de ces approches n'épuise à elle seule l'idée de gestion durable. En revanche, se poser la question de la gestion durable au travers de ces différentes approches est sans doute un bon moyen de ne pas omettre des facettes et des dimensions importantes du problème posé.

Avec les processus internationaux, la gestion durable se conjugue d'abord à l'impératif

A défaut de se rejoindre sur l'idée d'une convention mondiale à caractère contraignant lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992, les Etats s'accordent à faire de la question forestière une question de premier plan. Largement partagée, cette appréciation conduit à un formidable essor de la problématique de la durabilité dans le domaine forestier. De nombreux acteurs et opérateurs privés et publics vont ainsi renouveler leurs engagements en matière de gestion durable des forêts, rénover leurs stratégies, leurs politiques forestières et parfois leurs pratiques. Sur le plan international, deux grands types de processus se précisent, foncièrement différents dans leur optique d'origine :

- Sous l'impulsion de quelques pays, des processus régionaux intergouvernementaux apparaissent, destinés à préciser pour chaque grande région forestière de la planète ou pour chaque grand type forestier du monde, des critères et des indicateurs adaptés, permettant de caractériser la gestion durable des forêts considérées. Progressivement, sept grands processus régionaux se démarquent : Paneuropéen ; Montréal ; Tarapoto, O.I.B.T. ; Zone sèche d'Afrique ; Afrique du Nord et Proche Orient ; Amérique Centrale. Dans un souci d'harmonisation des travaux de ces différents processus, un Groupe intergouvernemental sur les forêts est créé en 1995, sous les auspices de la Commission du développement durable. La raison d'être de ces processus est de parvenir à *"définir un cadre commun aux pays membres afin de mieux caractériser, suivre et ajuster l'état des forêts, les tendances qui les affectent et les dispositifs publics de politique et de gestion des questions forestières"*. Les critères et indicateurs de ces processus intergouvernementaux sont d'abord conçus pour être appréhendés à l'échelle nationale et leur finalité première est d'aider au pilotage de l'action publique en matière forestière. En somme, ces processus visent à produire un instrument de bord dont les différents cadrans et

paramètres sont fournis par les critères et indicateurs, à cela près que les valeurs souhaitables pour ces paramètres ne sont pas connues. Dans ces conditions, cet instrument de bord est avant tout utile pour suivre les évolutions d'une année ou d'une période à une autre et pour établir des comparaisons entre pays.

- Foncièrement différente est l'approche suivie par les démarches de certification et de labellisation des produits à base de bois. Il ne s'agit plus cette fois d'ajuster progressivement les dispositifs de gestion et d'aider au pilotage des politiques forestières, mais de vérifier la conformité d'une situation forestière donnée à un cahier des charges préétabli. Le terme de critère est cette fois pris dans son sens vrai (ce qui permet de juger) : des niveaux de performance lui sont généralement associés, ce qui doit permettre d'apprécier si une forêt est effectivement gérée conformément au cahier des charges de gestion durable. Les critères des processus intergouvernementaux servent à décrire une situation, tandis que les critères de certification permettent d'attester ou non une conformité. En outre, ces processus de certification sont d'origine privée et de surcroît fondés sur une base de volontariat : à vrai dire, le moteur de ces démarches n'est autre que la stratégie de différenciation commerciale des grandes enseignes de produits à base de bois.

La grande bifurcation fondamentale entre ces deux grandes démarches, qui se revendiquent l'une et l'autre de Rio de Janeiro, n'est cependant qu'apparente sous un certain rapport d'analyse. A bien y regarder, ces démarches s'inscrivent en effet dans un cadre de raisonnement rigoureusement similaire. Toutes deux tentent de circonscrire une notion qui leur paraît encore trop floue, celle de gestion durable, en cherchant à définir de grands principes ou de grands domaines jugés importants, avant de les préciser encore un peu plus, soit en passant par des indicateurs et des recommandations au niveau opérationnel, soit, comme c'est le cas pour la certification, en définissant des exigences en matière de système de gestion et des niveaux de performance. Progressivement, elles se rapprochent ainsi de plus en plus du terrain ou de la parcelle forestière et ne savent ni ne peuvent plus prescrire autre chose que des limitations de nature environnementale. *Alors la gestion*

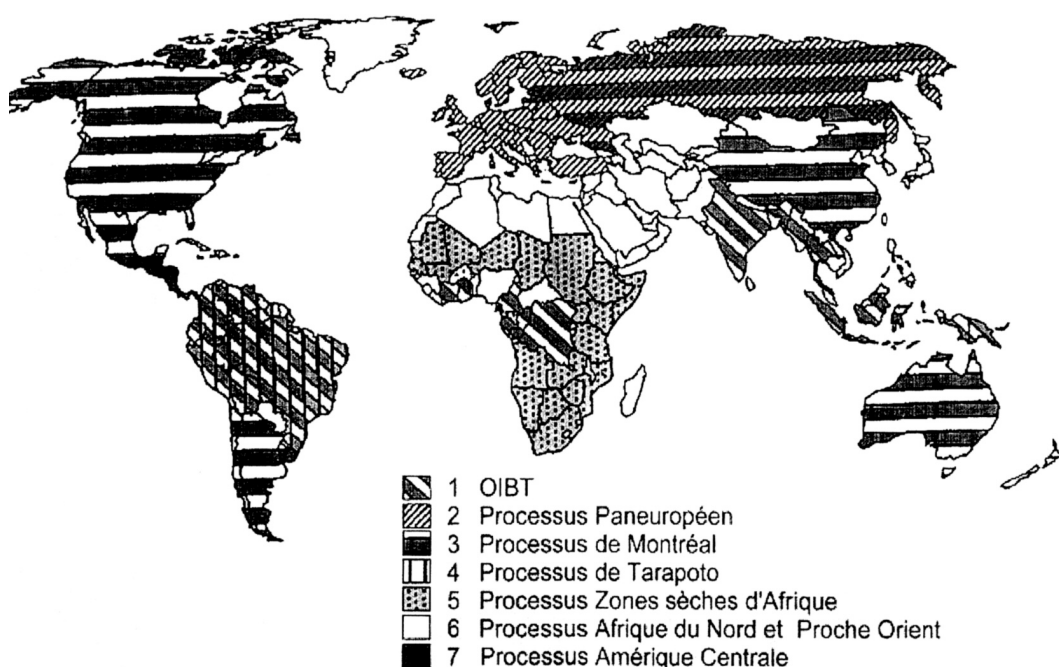


Fig. 2 :
Les forêts du monde
"couvertes"
par des processus
intergouvernementaux
de définition de critères
et indicateurs
de gestion durable

durable s'apparente de plus en plus à une norme environnementale qui suppose principalement un effort unilatéral du propriétaire ou du gestionnaire forestier.

Ainsi, sans y prendre gare, tout le monde ne fait plus que raisonner la gestion durable au travers de jeux de critères, indicateurs et niveaux de performance plus ou moins sophistiqués et contraignants, alors que chacun sait bien qu'il ne s'agit jamais que d'auxiliaires et de jalons plus ou moins utiles et pertinents pour parvenir effectivement au but recherché. Tant et si bien que chacun finit par se persuader que c'est effectivement la seule manière de procéder, surtout que la menace de perte de marché avec la certification et la labellisation des produits à base de bois a tôt fait de chasser les derniers scrupules. Voilà comment, avec la logique la plus implacable et le sérieux le plus incontestable, une pensée à voie unique se forme et emprisonne bientôt à leur corps défendant tout un ensemble de personnes dont la bonne volonté n'est pas à mettre en doute.

Le phénomène n'affecte pas seulement le secteur forestier : il est très général et se retrouve aujourd'hui dans tous les champs où la problématique du développement durable est reprise, qu'il s'agisse de l'eau, de

l'agriculture, de l'énergie et même de la ville... Son origine doit donc être recherchée ailleurs. Avec l'idée de développement durable, chacun en effet est plus ou moins à la recherche d'un modèle idéal et théorique, un sésame universel ou une panacée, censé tout résoudre par ses seules valeurs et justesses intrinsèques. L'espoir étant que la société n'ait plus qu'à caler son comportement sur ce modèle absolu. En retour, cela conforte l'idée selon laquelle le développement durable consiste d'abord en une approche normative et se conjugue uniquement à l'impératif. Cela explique aussi pourquoi ceux qui ont à en subir les conséquences y voient d'abord une nouvelle forme de contrainte, une nouvelle règle à laquelle ils sont tenus de se conformer, sans en espérer rien qui vaille.

L'approche normative du développement durable qui prévaut aujourd'hui n'est pourtant pas une fatalité. Elle est à mettre pour partie sur le compte de l'esprit occidental qui pense depuis des lustres la stratégie en termes de solution ou de modèle conçu *a priori* et pour la multitude par quelque stratégie génial, la réalité n'ayant plus qu'à s'y conformer.

Trop souvent, nous essayons de planifier la gestion des problèmes complexes comme le

faisait le stratège militaire au temps de Machiavel ou de Clausewitz ¹ : les hommes sont réduits à des données socio-économiques dociles, de même que les combattants étaient assimilés à des soldats de plomb disposés en lignes et colonnes régulières et obéissantes. Qui pourrait gagner une guerre de cette manière aujourd'hui alors que quelques hommes habiles et fortement autonomes suffisent à faire trembler la planète entière ? En d'autres termes, *face à un problème complexe, nous demeurons pour l'essentiel à la recherche d'une solution définitive et théorique*. Nous avons tendance, pour la gestion des affaires de la cité, à chercher une solution absolue et a priori juste au problème posé, comme nous le faisons à l'école avec les problèmes de mathématiques. Ainsi se comprend mieux la prééminence accordée presque partout au technique, au juridique et à l'économique sur l'humain, le relationnel, le négocié ... pour un rendement toujours plus faible sur lequel, chaque jour, nous nous apitoyons un peu plus.

Pourtant, la complexité du monde et la dynamique du vivant supposeraient que nous recherchions plutôt des *processus*, c'est-à-dire des cheminements pas à pas, adaptatifs, inclusifs et favorisant l'engagement motivé, progressif et constructif des hommes. La première phrase du premier principe de la déclaration du Sommet de la Terre de 1992 sur l'environnement et le développement stipulait que « *les êtres humains sont au centre des préoccupations sur le développement durable* ». Il est frappant de constater combien la lettre du développement durable a dévié depuis Rio.

Quand le "cas limite" forêt méditerranéenne suggère d'autres impératifs...

Les forêts méditerranéennes présentent l'avantage de révéler au grand jour les lacunes des grandes approches internationales en matière de gestion durable. Leurs caractéristiques en font en effet un cas tellement à part, elles dérogent si complètement aux logiques forestières habituelles, qu'elles interrogent en retour le cadre de pensée et d'action dominant, dont les présupposés et les renoncements finissaient par ne plus être

perceptibles. Fonctionnant comme un *cas limite* réfractaire à l'esprit de la norme en vigueur, les forêts méditerranéennes constituent ainsi un excellent terrain pour concevoir une stratégie forestière renouvelée. *Quatre dimensions majeures de la gestion durable seront développées* dans les lignes suivantes, dont les conséquences sur les pratiques au sens large sont considérables.

1 - "*Qu'est-ce qu'une forêt méditerranéenne ? C'est une forêt en sursis, condamnée tôt ou tard à disparaître dans les flammes !*" Reprise d'un questionnaire forestier, cette formule fulgurante a le mérite de poser le vrai problème. A quoi bon s'évertuer à définir des principes, des critères et des indicateurs de gestion durable, quand le premier venu, par inadvertance ou par défiance envers une société qui l'a abandonné, peut ruiner des années, voire des générations d'efforts et de patiente vigilance ?

Les forêts méditerranéennes sont aux antipodes de la forêt perçue comme l'un des derniers refuges du long terme : d'un point de vue temporel, il s'agit au contraire d'une forêt non-durable. Plus le temps passe, plus la forêt croît, plus haute est en effet la probabilité de sa disparition prochaine. Rectifions bien vite : *plus la forêt grandit, plus grande est sa fragilité et donc plus élevées et soutenues doivent être l'attention et l'énergie consacrées par les hommes à sa cause pour que l'inéluctable ne survienne pas, pas encore en tout cas...* Plus qu'ailleurs encore, le seul fait de gérer un espace forestier en zone méditerranéenne ne va donc pas de soi ; cela constitue en réalité un véritable acte de foi. Alors que le bon sens, les statistiques et les évolutions de la société conspirent pour dissuader dès ses prémices tout acte de gestion, il faut une détermination hors du commun et une passion à toute épreuve pour s'opposer à l'implacable logique de la fatalité. Signe des temps, il faut apparemment en arriver à des conditions aussi extrêmes, aussi purifiées, pour redécouvrir que *le critère primordial de la durabilité*, celui sans lequel tout le reste ne repose jamais que sur des sables mouvants, n'est autre que *l'engagement des hommes* : sans lui, les plus beaux textes et les plus grandes déclarations de principe demeurent des vœux pieux. Dès lors, la perspective change radicalement. *Plutôt que de s'employer à définir dans l'absolu ce qui constitue une forêt gérée durablement, il*

1 - Maîtres-penseurs de la stratégie en Occident. Pour un approfondissement, se reporter à l'ouvrage de François JULLIEN, *Traité de l'efficacité*, Grasset, Paris, 1996.

importe de se demander aussi et surtout ce qui déterminera des acteurs à considérer des forêts comme un patrimoine à prendre en charge, envers et contre toutes les sirènes accablantes du sinistre imparable. La question fondamentale devient donc : comment stimuler l'engagement des hommes, à commencer par celui des propriétaires, et, plus généralement, comment encourager la prise en charge, par tous, d'un patrimoine aussi vulnérable ?

2 - "Qu'est-ce qu'une forêt méditerranéenne ? C'est une forêt dont les bois ne valent rien ou à peu près, quand ils ne coûtent pas !" Seconde pierre d'achoppement aux grandes approches qui dominent en matière de gestion durable : elles supposent, sans le dire, un propriétaire ou un gestionnaire forestier suffisamment dépendant du marché ou des subventions publiques pour se mettre aux normes sans délai - et sans coup férir. Sauf cas particuliers, l'essentiel des espaces forestiers méditerranéens sort de ce schéma. Inhérente à sa faible productivité et à la médiocre valorisation marchande de ses essences de prédilection, l'économicité de la forêt méditerranéenne n'est que peu réceptive à la logique de la certification forestière, dont l'emprise s'exerce avant tout au travers du "risque marché". Miser sur le levier de la contrainte/menace du marché pour obtenir des changements chez les professionnels de la forêt et du bois est donc largement inopérant dans le cas de nombreux espaces forestiers méditerranéens.

Pourtant, si les produits ligneux en zone méditerranéenne rapportent peu aux propriétaires et gestionnaires forestiers, si la filière forêt-bois-papier est peu développée, il importe de bien réaliser que la disparition de ces débouchés et de ces acteurs pourrait renchérir très considérablement le coût global de la gestion de la question forestière. Là encore, le cas extrême des forêts méditerranéennes pose avec force la question des conséquences pour la collectivité d'un abandon croissant de la gestion du patrimoine forestier. En cela, il préfigure en quelque sorte la situation nationale, où la régression de l'économie forestière ne va pas se faire sans générer de sérieux problèmes à l'avenir.

A la limite, le temps n'est peut-être pas si éloigné où la gestion des effets et des risques induits par la non-gestion des forêts pourrait devenir facteur de sous-développement

durable, tant elle grèverait le budget de la collectivité nationale ou territoriale. La richesse de la forêt ne réside pas seulement dans la valeur de ses bois : plus que tout autre forêt, la forêt méditerranéenne et ses gestionnaires en savent quelque chose. Si la vente des bois ne suffit plus à assurer la gestion de la forêt, notamment pour prévenir des évolutions anarchiques dont nul ne saura plus gérer les conséquences, comment procéder ? *En reconnaissant que la régression de l'économicité de la forêt constitue un vrai problème que les professionnels de la forêt et du bois ne peuvent plus traiter seuls : ainsi, la question de la gestion durable de la forêt passe automatiquement d'un problème pour initiés à un problème de société.* Dès lors, il s'agit moins d'assurer une gestion durable des forêts pour elles-mêmes que de réinscrire la problématique forestière dans le cadre d'un développement durable et de qualité du territoire. Là encore, les démarches actuellement dominantes à l'international ne sont que d'un faible secours puisqu'elles raisonnent la gestion durable indépendamment de tout lien avec le territoire : elles demeurent centrées sur les forêts elles-mêmes et ne s'intéressent aucunement aux conditions nécessaires à l'implication des autres acteurs de la société au côté des professionnels de la forêt et du bois.

3 - Il est un autre grand mythe que les forêts méditerranéennes mettent à mal, celui des "fonctions non marchandes des forêts". Tout en rappelant comme l'a fait un orateur de l'édition 99 de Foresterrannée ² que ce terme de fonction n'est pas sans poser de sérieux problèmes, il est douteux de croire que la gratuité d'hier se transmutera en rémunération automatique demain. C'est dans les forêts méditerranéennes que les fonctions non marchandes de la forêt ont été mises le plus tôt en exergue, et pour cause ; or, les retombées financières n'ont pas suivi et n'ont d'ailleurs aucune raison de le faire.

La collectivité finance des projets et non des fonctions, surtout quand ces dernières lui sont procurées gratuitement. *Les professionnels de la forêt et du bois obtiendront donc une nouvelle implication financière de la société si et seulement si, formulant des projets qui correspondent effectivement à des attentes de la société, latentes ou explicites, ils parviennent à transformer ces attentes en véritables demandes.* Alors, ils pourront

2 - Se reporter à l'article de Jean de Montgolfier, "Pour une approche par les territoires et les acteurs", pages 16 et 17, Forêt Méditerranéenne, tome XXI, numéro 1, mars 2000.

émettre, face à ces demandes, une offre de qualité forestière, et ainsi passer contrat.

Or aujourd'hui, l'impératif de la gestion durable perturbe cette façon de procéder : les professionnels de la forêt se sentent dans le devoir de se conformer par anticipation à ce qu'ils essaient de comprendre et traduire de la "demande sociale". Ce faisant, ils oublient que lorsque je demande, je m'expose, je prends des risques, je me révèle. Aujourd'hui, ce sont les forestiers qui s'exposent quand ils s'emploient à répondre par anticipation à une prétendue demande sociale, qu'aucun interlocuteur n'est disposé à assumer vraiment. *Même si cela est assurément difficile, il conviendrait au contraire de faire en sorte que la société et ses différents groupes d'intérêts passent d'attentes plus ou moins explicites à des demandes effectives qui engagent la responsabilité et les finances de ceux qui les expriment.*

Où l'on voit que *la question de la gestion durable pose des problèmes de méthode, et suppose de développer une stratégie du contrat multi-acteurs qui fait souvent défaut aujourd'hui aux gestionnaires du vivant.*

4 - La quatrième dimension de la gestion durable que montrent avec force les forêts méditerranéennes est le besoin de lieu de rencontre, de communication et de négociation entre acteurs. Les approches internationales n'accordent vraiment d'importance qu'à la dimension intrinsèque de la gestion durable, tandis que tous les aspects humains et relationnels sont largement négligés. Pourtant, chacun le sait bien, il est vain d'espérer une réelle amélioration dans la gestion de la qualité des forêts tant que chacun continuera d'optimiser des objectifs et des dimensions particulières sans chercher à intégrer les autres aspects forestiers, sans tenter non plus de faire jouer des synergies constructives. Dans ces conditions, par ignorance des enjeux et des besoins des autres, chacun adopte des logiques qui inquiètent et font fuir l'engagement ; bientôt, par appréhension, les discours et les exigences se radicalisent au point que tout processus de décision est rapidement bloqué, cependant que croissent les risques et augmentent les pertes d'opportunités. En définitive, les acteurs les plus motivés par la question forestière s'épuisent en querelles intestines et perdent de vue que le principal problème

des forêts tient à la démobilisation massive de populations urbaines, largement ignorantes des enjeux forestiers. *Autant dire qu'aujourd'hui l'éclatement des logiques et des représentations forestières constitue le plus grand obstacle à toute gestion durable des forêts.* A cet égard, *Foresterranée*, de même que l'association *Forêt Méditerranéenne* s'apparentent à des dispositifs d'avant-garde, dont l'émergence ici plutôt qu'ailleurs n'est pas vraiment surprenante : faute de se reconnaître dans le schéma forestier classique, les acteurs concernés par la forêt et le bois en zone méditerranéenne ont ressenti avant d'autres le besoin de se retrouver entre eux. Cela leur confère une sérieuse longueur d'avance, alors que *la dimension relationnelle de la gestion durable deviendra toujours plus essentielle à l'avenir, à mesure que le schéma forestier classique sera nécessairement de moins en moins efficace et pertinent.* Toutefois, l'étape suivante consiste à réaliser que les forêts méditerranéennes ne sont pas qu'un *patrimoine local*, mais forment un *patrimoine local d'intérêt général, national et européen*. C'est dire aussi qu'il est possible et souhaitable d'impliquer plus encore des acteurs nationaux et européens dans la prise en charge de la qualité de ce patrimoine. Afin d'y parvenir rapidement, il importe de donner une visibilité internationale plus large aux forêts méditerranéennes, que seule une action concertée à l'échelle de plusieurs pays peut apporter.

Conclusion

La singularité des forêts méditerranéennes peut aider à dépasser les *apories* des démarches actuellement dominantes en matière de gestion durable et de certification. Ces espaces forestiers peuvent fonctionner comme *un point ou un îlot d'extériorité* qui interroge fortement la "pensée à voie unique" en vigueur, que pratiquement personne, par opportunité de court terme ou par conformisme, n'ose vraiment contester. *Une responsabilité globale échoit donc aujourd'hui aux acteurs des forêts méditerranéennes.* Au demeurant, la fragilité de ces forêts fait que l'idée de patrimoine y revêt un sens plus satisfaisant qu'ailleurs, *l'engage-*

ment des hommes dans la durée et la prise en charge partagée et négociée de tous les instants y apparaissant de façon manifeste comme les deux piliers fondamentaux de tout développement de qualité et durable du territoire et des forêts.

Je tiens à remercier les organisateurs de cette huitième édition de *Foresterranée* pour m'avoir très aimablement convié à leurs journées d'échange et de réflexion vraiment très stimulantes.

H.B.



Photo 1 :
Hervé Brédif
lors de son intervention
à Foresterranée

Hervé BRÉDIF
Afocel
Doctorant
Laboratoire
de biogéographie
de l'E.N.S. Lyon/
Institut de stratégies
patrimoniales - Paris

Résumé

Depuis le premier Sommet de la Terre tenu il y a dix ans à Rio de Janeiro, la notion de développement durable connaît un succès croissant au point de constituer aujourd'hui un véritable leitmotiv pour une majorité d'acteurs et de secteurs d'activités. Le domaine forestier s'est avéré particulièrement réceptif à l'idée de durabilité, générant une grande diversité de processus, d'initiatives et d'approches.

La communication progressera comme suit :

- Il s'agit en premier lieu de donner des clefs de lecture pour se repérer dans la pluralité des conceptions à l'œuvre en matière de gestion durable des forêts. A côté d'un certain nombre d'interprétations plus ou moins spontanées de la durabilité, l'accent est mis sur les grandes approches internationales qui s'en recommandent, qu'elles relèvent de processus officiels intergouvernementaux ou qu'elles procèdent de démarches privées de type certification/labellisation. Pourtant, derrière cette diversité apparente, le passage à la mise en œuvre se traduit en général par la domination quasi-exclusive d'une approche qui tend à réduire la gestion durable à une norme environnementale.

- Par confrontation avec le cadre de réflexion précédent, quelques-uns des grands défis auxquels sont confrontés les forêts méditerranéennes permettent de révéler des aspects et des dimensions de la gestion durable trop souvent éludés. Les singularités de la question forestière en région méditerranéenne interrogent en effet fortement les approches actuellement dominantes en matière de gestion durable et font remonter au premier plan la question de l'engagement des hommes.

- S'il importe de donner un second souffle aujourd'hui à la gestion durable et d'élaborer des approches de seconde génération, sur quels fondements convient-il de les faire reposer ? Là encore, les caractéristiques des forêts méditerranéennes et les rapports qu'entretiennent les hommes avec elles facilitent l'identification de ces fondements : plus que jamais, le facteur décisif réside dans la capacité des différents acteurs à prendre en charge ensemble le devenir des forêts qui les concernent, ce qui suppose de rénover les modalités de dialogue, de négociation et d'implication motivée.

Summary

Sustainable development : some ideas and their effect on practices

Since the Earth Summit in Rio ten years ago, the concept of sustainable development has met with growing success to the point where, today, it is the leitmotif for the majority of the people and sectors involved. The forestry community turns out to have been particularly receptive to this idea of sustainability, with a consequent great diversity in initiatives, processes and approaches.

The paper is organised as follows :

Some guidelines are given to help readers find their way among the multiple concepts prevailing on the issue of sustainable forest development. After some interpretations of a more or less spontaneous nature, stress is put on the broad approaches adopted at an international level, whether they be those of official governmental organisations or derive from private initiatives of a certification/label type. Notwithstanding this apparent diversity, practical action is generally characterised by the almost exclusive domination of an approach that tends to reduce sustainable development to an environmental norm.

Given the above framework, reflection on a number of the major challenges that confront Mediterranean woodlands brings to light certain aspects and dimensions of sustainable development that are all too often eluded. The specific features of forestry issues as they exist in the Mediterranean context call into question the approaches that currently dominate in the field of sustainable development and pinpoint the question of the commitment of the people involved.

Since, at present, sustainable development needs a boost and a second generation of approaches is also a necessity, what should be the basis for such action? Here, the characteristics of Mediterranean forests and the relations that the local population has with them makes it fairly easy to identify the fundamentals : more than ever before, the decisive factor is the capacity of the various people involved to take in hand the future development of their woodlands. For this to happen, it will necessitate overhauling the conditions for dialogue, negotiation and commitment.

Riassunto

Gestione sostenibile : nozioni e conseguenze sulle pratiche

Dalla prima conferenza della Terra tenuta dieci anni fa a Rio de Janeiro, la nozione di sviluppo sostenibile conosce un successo crescente al punto di costituire oggi un vero leitmotiv per una maggioranza di attori e di settori di attività. Il campo forestale si è rivelato particolarmente ricettivo all'idea di sostenibilità, generando una grande diversità di processi, d'iniziative e di approcci.

La comunicazione progredirà come segue :

- Si tratta in primo luogo di dare chiavi di lettura per orientarsi nella pluralità dei concetti all'opera in materia di gestione sostenibile delle foreste. Accanto a un certo numero d'interpretazioni più o meno spontanee della sostenibilità, l'accento è posto sui grandi approcci internazionali che se ne raccomandano, che dipendano di processi ufficiali intergovernamentali o che procedano di pratiche private di tipo certificazione/etichettatura. Però, dietro questa diversità apparente, il passaggio alla messa in opera si traduce generalmente dalla dominazione quasi esclusiva di un approccio che tende a ridurre la gestione sostenibile a una norma ambientalista.

- Dal confronto col quadro di riflessione precedente, alcune tra le grandi sfide alle quali sono confrontate le foreste mediterranee permettono di rivelare aspetti e dimensioni della gestione sostenibile troppo spesso elusi. Le singolarità della questione forestale in regione mediterranea interrogano infatti fortemente gli approcci attualmente dominanti in materia di gestione sostenibile e fanno risalire al primo piano la questione dell'impegno degli uomini.

- Se importa di dare un secondo fiato oggi alla gestione sostenibile e di elaborare approcci di seconda generazione, su quali fondamenti conviene di farli riporre ? Anche lì, le caratteristiche delle foreste mediterranee e i rapporti che gli uomini mantengono con esse facilitano l'identificazione di questi fondamenti : più che mai, il fattore decisivo consiste nella capacità dei diversi attori a prendere in carico insieme il diventare delle foreste che li riguardano, questo suppone di rinnovare le modalità di dialogo, di negoziato e di implicazione motivata.